

— des enquêtes administratives et de l'exploitation des requêtes en relation avec les directions concernées,

— de la proposition, au ministre, de toute mesure de nature à améliorer le fonctionnement des structures de l'administration centrale et locale et des établissements sous tutelle,

— du contrôle de la mise en œuvre des programmes sociaux en direction des personnes handicapées,

— du contrôle de la mise en œuvre des dispositifs d'aide sociale en direction des catégories défavorisées et des programmes de développement social,

— du contrôle de la mise en œuvre des programmes de protection sociale, notamment en matière d'accès aux soins en faveur des personnes démunies non assurées sociales,

— du contrôle du fonctionnement des établissements spécialisés publics et privés accueillant les enfants, les adolescents, les personnes handicapées, les personnes âgées et les personnes en situation de détresse ou en difficulté sociale,

— du contrôle du fonctionnement des établissements d'accueil publics et privés à caractère social, dispensant une éducation et un enseignement spécialisés,

— du contrôle et du suivi de la mise en œuvre des programmes de protection et de promotion de la famille, notamment de la femme, de l'enfance et de l'adolescence en situation de précarité ou en difficulté sociale ainsi que des programmes de solidarité envers les jeunes.

Art. 8. — L'inspecteur général anime et coordonne les activités des membres de l'inspection générale sur lesquels il exerce un pouvoir hiérarchique.

La répartition des tâches entre les inspecteurs est approuvée par le ministre.

Art. 9. — Dans la limite de ses attributions, l'inspecteur général reçoit délégation de signature.

Art. 10. — Les dispositions du décret exécutif n° 08-382 du 28 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 26 novembre 2008, susvisé, sont abrogées.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 29 novembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU

Arrêté du 18 Joumada El Oula 1431 correspondant au 3 mai 2010 fixant les modalités de contrôle de l'eau fournie par citernes mobiles.
— — — —

Le ministre des ressources en eau,

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-324 du 27 Rajab 1421 correspondant au 25 octobre 2000 fixant les attributions du ministre des ressources en eau ;

Vu le décret exécutif n° 08-195 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 fixant les conditions d'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine par citernes mobiles ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 08-195 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de contrôle de l'eau fournie par citernes mobiles.

Art. 2. — Le contrôle de la qualité de l'eau fournie par citernes mobiles est effectué par l'administration de wilaya chargée des ressources en eau, en relation avec les services de wilaya concernés :

— au niveau du remplissage de la citerne à partir du point de prélèvement pour vérifier sa conformité aux normes de potabilité et/ou de qualité fixées par la réglementation en vigueur ;

— au robinet de puisage de la citerne au moment de la fourniture de l'eau, pour vérifier le taux de chlore résiduel qui doit être compris entre 0,5 mg/litre et 1,0 mg/litre.

Art. 3. — Le contrôle prévu à l'article 2 ci-dessus est effectué :

— tous les six (6) mois suivant la date d'octroi de l'autorisation de fourniture d'eau destinée à la consommation humaine par citernes mobiles ou de son renouvellement pour la vérification de la qualité de l'eau ;

— de manière inopinée pour la vérification du taux de chlore résiduel.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Joumada El Oula 1431 correspondant au 3 mai 2010.

Abdelmalek SELLAL.